

Etonnant : l'Espagne réussit à fonctionner sans budget !

écrit par ARG0 | 30 août 2025





Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez (à gauche), au Parlement, à Madrid, le 9 juillet 2025.
PHOTO JAVIER SORIANO/AFP

Etonnant, non ? Une nouvelle étonnante, qui va à l'encontre du budget 2026 du sieur Bayrou : l'Espagne fonctionne sans budget voté depuis deux ans. Résultats ? 3,2% de croissance, déficit ramené à 2,8% !

Comment c'est possible ?

En grande partie grâce aux aides européennes qui lui sont versées... et donc grâce à la dîme payée à Bruxelles par la France !!! La France aux abois, la France appauvrie qui est le deuxième contributeur après l'Allemagne, 28,8 milliards d'euros en 2021...

Selon la Commission européenne, en 2023, les « quatre grands » de l'UE étaient les plus gros contributeurs au budget de l'UE en 2023 : l'Allemagne (33,8 milliards

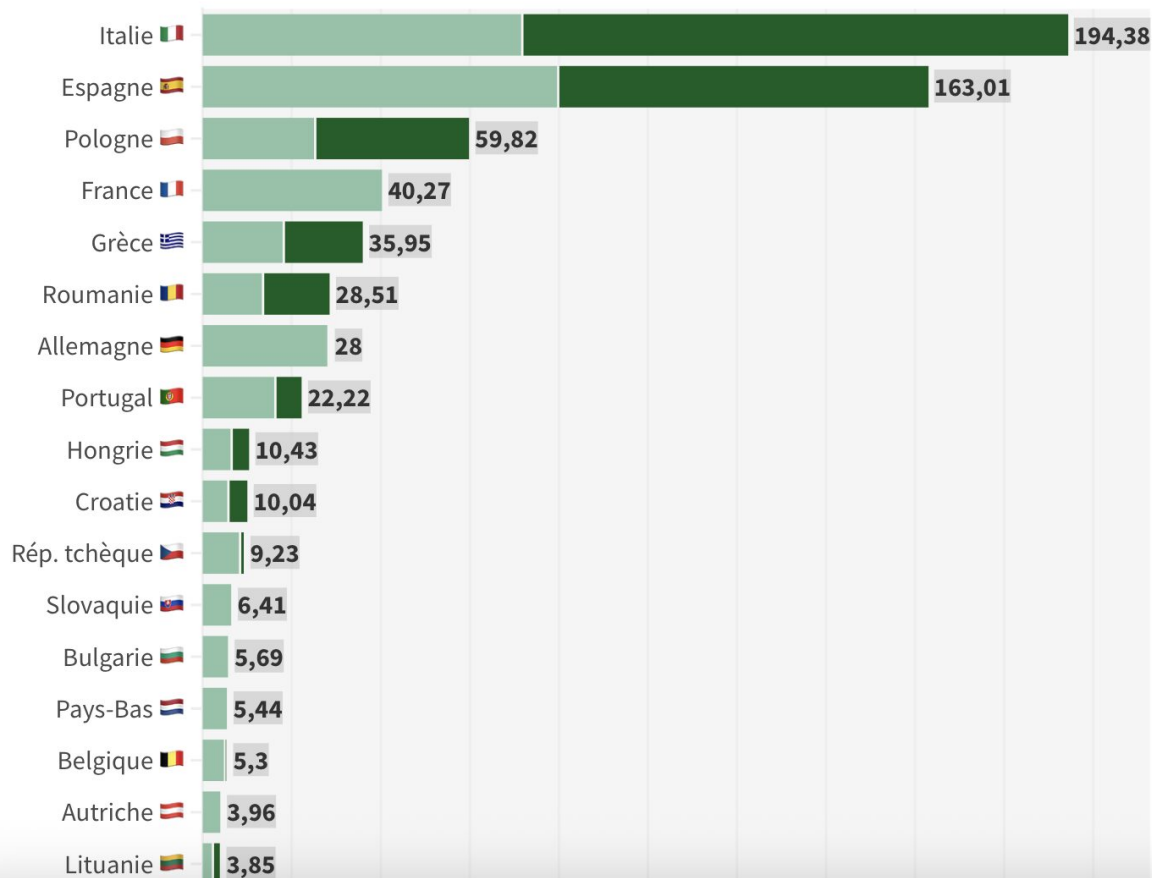
d'euros), la France (**25,8 milliards d'euros**), l'Italie (18,8 milliards d'euros) et l'Espagne (13,6 milliards d'euros).

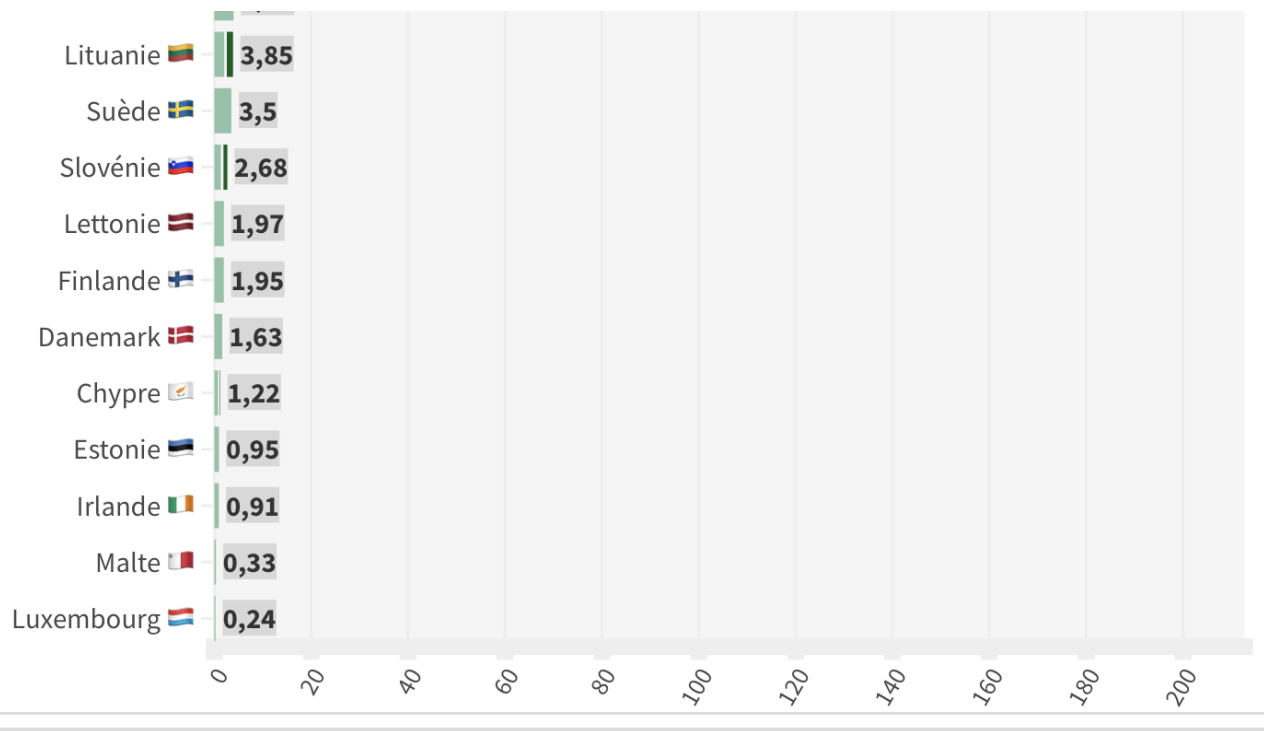
Plan de relance européen : subventions et prêts que doivent percevoir les Etats membres

toute
l'europe
Comprendre l'Europe

en milliards d'euros

■ Subventions de la facilité pour la reprise et la résilience ■ Prêts demandés





Source : Commission européenne

En bout de ligne : Montant total (en milliards d'euros) dont doit bénéficier chaque État membre

Subventions de la facilité pour la reprise et la résilience

En ce qui concerne les **subventions**, l'**Espagne** est le premier bénéficiaire de la FRR. Au total, Madrid doit toucher 79,9 milliards d'euros, selon la Commission européenne. L'**Italie** bénéficie quant à elle de 71,8 milliards d'euros. Viennent ensuite la **France** (40,3 milliards) puis l'**Allemagne** (28 milliards) et la Pologne (25,3 milliards).

Et l'UE nous donne, verse, prête... pour nous inciter à nous passer de l'énergie russe tellement bon marché...

Le plan français a été amendé en juillet 2023, passant de 37,5 à 40,3 milliards d'euros.

2,3 milliards ont été octroyés grâce à l'ajout d'un chapitre **RePowerEU**. L'objectif de ce plan européen est de se passer du gaz, du pétrole et du charbon en provenance de Russie d'ici à 2027.

Ci-dessous extrait de Radio France sur le sujet

Si le gouvernement de François Bayrou tombe après le vote prévu le 8 septembre, l'exécutif aura du mal à boucler le budget 2026 d'ici la fin de l'année. Il pourra alors réclamer une loi spéciale en urgence pour reconduire le budget de l'année précédente, ce qu'a déjà fait l'Espagne par deux fois.

Cela fait deux ans que l'Espagne est « sans budget ». Une situation anormale qui s'explique par le fait que le gouvernement du Premier ministre [Pedro Sanchez](#) n'a pas de majorité parlementaire. Il devrait faire d'importantes concessions s'il voulait obtenir le soutien de certains partis politiques, notamment des indépendantistes catalans. Jusqu'à présent, le Premier ministre a préféré éviter ce casse-tête, qui semblait voué à l'échec.

Sur le plan politique, les partis de l'opposition mettent la pression sur l'exécutif. Le Parti populaire réclame des élections anticipées si le gouvernement est incapable d'adopter un nouveau budget. En juillet dernier, Pedro Sanchez a fait part de sa volonté de présenter la proposition de budget pour 2026. La porte-parole de l'exécutif, la socialiste Pilar Alegria, l'a confirmé, mardi 26 août, tout en admettant que le processus ne sera pas facile et demandera d'intenses négociations avec les groupes parlementaires

[Croissance au beau fixe, hausse du salaire minimum... la santé éclatante de l'économie espagnole](#)

Mais malgré l'absence de budget, le pays réussit à fonctionner. Sans budget voté depuis deux ans, le gouvernement de Pedro Sanchez a reconduit celui de 2023 deux fois de suite. Un cas de figure inhabituel, mais qui est pourtant prévu par la Constitution espagnole. Sur le plan économique, cette situation n'a pas eu de retombées négatives. **Au contraire, l'économie espagnole affiche une bonne santé depuis plusieurs années, avec une croissance de 3,2% en 2024, et une baisse du déficit public, ramené à 2,8% de son PIB. Un résultat qui s'explique par la santé florissante du secteur touristique ou des exportations, mais aussi par les aides européennes [qui subventionnent le pays...](#)**

Radio France

Bref, c'est la même politique à l'échelle de notre pays et à l'échelle de l'UE. On verse aux fainéants, à ceux qui ne font rien et on taxe les bosseurs... C'est ça l'Europe qu'ils louent à chaque instant...